

**ARCHIVES HISTORIQUES  
DE LA COMMISSION**

COLLECTION  
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(75)1771

Vol. 1975/0049

### **Disclaimer**

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Secrétariat Général

SEC (75) 1771

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite accélérée C/T248/75 (réponse factuelle à une question écrite)

Objet: Adoption du projet de réponse à la question écrite N° 86/75 posée  
par M. BROEKSZ sur des avis de marchés de  
travaux publics

Le Secrétariat Général a l'honneur de soumettre à l'approbation de la  
Commission:

- le projet de réponse à la question écrite n° 86/75 posée par  
M. BROEKSZ établi de commun accord sous l'autorité  
de MM. GUNDELACH et SPINELLI.

Le texte de la question écrite vous est transmis ci-joint.

L'adoption de ce projet de réponse étant effectuée par la procédure  
écrite, le Secrétariat Général vous serait obligé de bien vouloir lui faire  
connaître

jusqu'au mardi 20 mai 1975 - 12 h

vos observations ou réserves éventuelles sur ce projet de réponse (à l'attention  
de M. SCHWED ou de M. BURATTINI, bureau Berl. 11/98, tél. 2324).

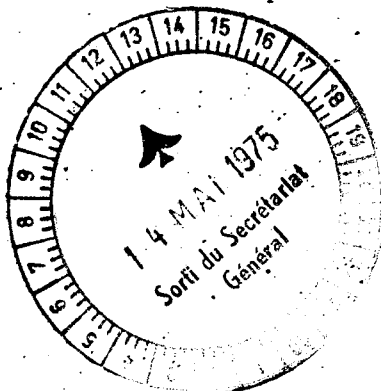
Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, le  
projet de réponse sera réputé approuvé.

Aussitôt après cette approbation, le texte de la réponse de la Commission  
sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Secrétariat  
du Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.j.

Copie à:

- MM. les Directeurs généraux  
Service juridique  
Cabinet de M. le Président



REPONSE A LA QUESTION ECRITE N° 86/75 DE M. BROEKSZ

---

1. A la suite de l'action mentionnée dans la réponse à la question écrite N° 266/74 (1), le Gouvernement italien a informé la Commission qu'un projet de loi avait été déposé devant le Parlement en vue d'appliquer la directive du Conseil CEE/71/305 (2). Comme ce projet n'a pas encore été adopté, la Commission a émis un avis motivé le 1er avril 1975 conformément à la procédure prévue à l'article 169 du Traité CEE. Si le Gouvernement italien ne se conforme pas à cet avis, la Commission décidera s'il y a lieu de saisir la Cour de justice.
2. Les études entreprises par le comité consultatif pour les marchés publics de travaux ne sont pas encore achevées. Lorsqu'elles le seront, la Commission fournira dès que possible au Parlement les informations statistiques ou autres illustrant les effets économiques des directives considérées.

---

(1) JO C 121 du 11 octobre 1974

(2) JO L 185 du 16 août 1971

42

# PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 86/75

de M. Broeksz

à la Commission des Communautés européennes

Objet : Avis de marchés de travaux publics

Dans sa réponse du 16 septembre 1974 à ma question écrite n° 226/74 (1), la Commission indiquait

- a) qu'une action avait été engagée contre l'Italie suivant la procédure prévue à l'article 169 du traité CEE ;
- b) que le comité consultatif pour les marchés publics de travaux étudiait les moyens d'évaluer de la façon la plus efficace les effets économiques de la directive n° 72/277/CEE du 26 juillet 1972 relative aux modalités et conditions de publication au Journal Officiel des avis de marchés et de concessions de travaux publics (2) ainsi que de la directive n° 71/305/CEE du 26 juillet 1971 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux (3).

Eu égard à ce qui précède, la Commission est invitée à répondre aux questions suivantes :

1. En ce qui concerne a)

Où en est actuellement l'action engagée contre l'Italie ?

2. En ce qui concerne b) :

L'étude entreprise par le comité a-t-elle déjà abouti à des résultats, et, dans l'affirmative, quand la Commission compte-t-elle pouvoir fournir au Parlement européen les premières données statistiques visées au point 3 de la question n° 226/74 ?

Embargo pour diffusion et publication : le 18 avril 1975

---

(1) J.O. n° C 121 du 11 octobre 1974, page 13

(2) J.O. n° L 176 du 3 août 1972

(3) J.O. n° L 185 du 16 août 1971

le 14 MAI 1975

Secrétariat Général  
SEC (75) 1771

**TEXTE D**

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite accélérée C/T248/75 (réponse factuelle à une question écrite)

Objet: Adoption du projet de réponse à la question écrite N° 86/75 posée  
par M. BROEKSZ sur des avis de marchés de  
travaux publics

Le Secrétariat Général a l'honneur de soumettre à l'approbation de la  
Commission:

- le projet de réponse à la question écrite n° 86/75 posée par  
M. BROEKSZ établi de commun accord, sous l'autorité  
de MM. GUNDELACH et SPINELLI.

Le texte de la question écrite vous est transmis ci-joint.

L'adoption de ce projet de réponse étant effectuée par la procédure  
écrite, le Secrétariat Général vous serait obligé de bien vouloir lui faire  
connaître

jusqu'au mardi 20 mai 1975 - 12 h

vos observations ou réserves éventuelles sur ce projet de réponse (à l'attention  
de M. SCHWED ou de M. BURATTINI, bureau Berl. 11/98, tél. 2324).

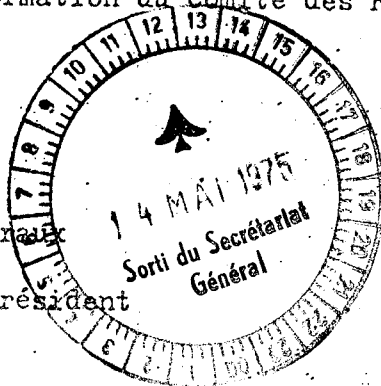
Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, le  
projet de réponse sera réputé approuvé.

Aussitôt après cette approbation, le texte de la réponse de la Commission  
sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Secrétariat  
du Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.j.

- Copie à:

- MM. les Directeur général  
Service juridique  
Cabinet de M. le Président



Antwort auf die schriftliche Anfrage Nr. 86/75 von Herrn BROEKSZ -

1. Im Zuge des in der Antwort auf die schriftliche Anfrage Nr. 226/74 (1) genannten Verfahrens hat die italienische Regierung die Kommission davon unterrichtet, daß im Parlament eine Gesetzesvorlage zur Durchführung der Richtlinie EWG/71/305 des Rates (2) eingebracht worden ist. Da dieses Gesetz noch nicht verabschiedet worden ist, hat die Kommission am 1. April 1975 gemäß dem Verfahren nach Artikel 169 des EWG-Vertrages eine mit Gründen versehene Stellungnahme abgegeben. Kommt die italienische Regierung dieser Stellungnahme nicht nach, so wird die Kommission entscheiden müssen, ob sie in dieser Frage den Gerichtshof anruft.

2. Die Prüfung durch den Beratenden Ausschuß für Öffentliche Bauaufträge ist noch nicht abgeschlossen. Sobald sie beendet ist, wird die Kommission dem Parlament die Statistiken oder sonstigen Informationen, die über die wirtschaftlichen Auswirkungen der genannten Richtlinien Auskunft geben können, so schnell wie möglich übermitteln.

45

(1) ABl. C 121 vom 11. 10.1974

(2) ABl. L 176 vom 3.8.1972

# EUROPÄISCHES PARLAMENT

Schriftliche Anfrage Nr. 86/75

von Herrn Broeks

an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Betrifft: Bekanntmachung von öffentlichen Bauaufträgen

In Ihrer Antwort vom 16. September 1974 auf meine schriftliche Anfrage Nr. 226/74 (1) teilte die Kommission mir mit,

- a) daß gegen Italien Schritte gemäß dem in Artikel 169 EWG-Vertrag vorgesehenen Verfahren unternommen wurden;
- b) daß der beratende Ausschuss für öffentliche Bauaufträge prüft, wie sich die wirtschaftlichen Auswirkungen der Richtlinie Nr. 72/277 EWG vom 26. Juli 1972 über die Bestimmungen für die Bekanntmachungen von öffentlichen Bauaufträgen und Konzessionen für öffentliche Bauarbeiten im Amtsblatt (2) verbunden mit der Richtlinie Nr. 71/305 EWG vom 26. Juli 1971 über die Koordinierung der Verfahren zur Vergabe öffentlicher Bauaufträge (3) am besten beurteilen lassen.

Aufgrund dessen wird die Kommission um Beantwortung folgender Fragen ersucht:

1. zu a):

In welchem Stadium befindet sich das gegen Italien eingeleitete Verfahren jetzt?

2. zu b):

Hat die Prüfung durch den erwähnten Ausschuss bereits Ergebnisse gebracht, und wenn ja, wann kann die Kommission dem Parlament die ersten in Ziffer 3 der Anfrage Nr. 226/74 erwähnten statistischen Unterlagen vorlegen?

Sperrfrist für Verteilung und Veröffentlichung: 18. April 1975

- 
- (1) ABl. Nr. C 121 vom 11. Oktober 1974, S. 13
  - (2) ABl. Nr. L 176 vom 3. August 1972
  - (3) ABl. Nr. L 185 vom 16. August 1971



Secrétariat Général  
SEC (75) 1771

**TEXTE E**

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite accélérée C/I248/75 (réponse factuelle à une question écrite)

Objet: Adoption du projet de réponse à la question écrite N° 86/75 posée  
par M. BROEKSZ sur des avis de marchés de  
travaux publics

Le Secrétariat Général a l'honneur de soumettre à l'approbation de la  
Commission:

- le projet de réponse à la question écrite n° 86/75 posée par  
M. BROEKSZ établi, de commun accord, sous l'autorité  
de MM. GUNDELACH et SPINELLI.

Le texte de la question écrite vous est transmis ci-joint.

L'adoption de ce projet de réponse étant effectuée par la procédure  
écrite, le Secrétariat Général vous serait obligé de bien vouloir lui faire  
connaître

jusqu'au mardi 20 mai 1975 - 12 h

vos observations ou réserves éventuelles sur ce projet de réponse (à l'attention  
de M. SCHWED ou de M. BURATTINI, bureau Berl. 11/98, tél. 2324).

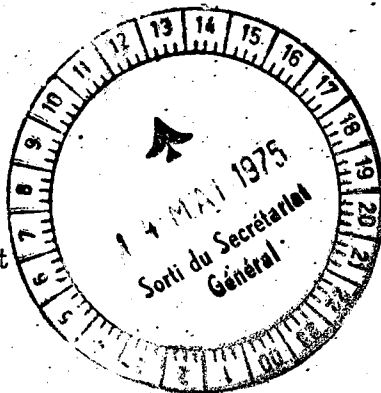
Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, le  
projet de réponse sera réputé approuvé.

Aussitôt après cette approbation, le texte de la réponse de la Commission  
sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Secrétariat  
du Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

p.j.

Copie à:

- MM. les Directeur généraux  
Service juridique  
Cabinet de M. le Président



VF

REPLY TO WRITTEN QUESTION NO. 86/75 BY MR BROEKSZ

---

1. Following the action referred to in the answer to Written Question No. 226/74<sup>1</sup>, the Italian Government informed the Commission that a draft law had been laid before its legislature, designed to implement Council Directive EEC/71/305<sup>2</sup>. As this draft law had not yet been enacted, the Commission delivered a reasoned opinion on 1st April 1975, in accordance with the procedure prescribed under article 169 of the EED Treaty. If the Italian Government does not comply with the opinion, it will be for the Commission to decide whether to bring the matter before the Court of Justice.

2. The studies by the Advisory Committee on Public Works Contracts have not yet been completed. When they have been completed, the Commission will provide the Parliament as soon as possible thereafter with the statistical or other information throwing light on the economic effects of the relevant Directives.

UJ

---

1) OF C 121, 11.10.1974  
2) OJ L 185, 16.8.1971

# EUROPEAN PARLIAMENT

Written Question No. 86/75

by Mr Broeksz

to the Commission of the European Communities

Subject: Notices of public works contracts

In its answer of 16 September 1974 to my Written Question No. 226/74<sup>1</sup> the Commission told me

- a) that action had been started against Italy in conformity with the procedure laid down in Article 169 of the EEC Treaty;
- b) that the Advisory Committee on Public Works Contracts was studying the methods of appraising most efficiently the economic effects of Directive No. 72/277 EEC of 26 July 1972 on rules for the publication of notices of public works contracts and concessions in the Official Journal<sup>2</sup>, together with Directive No. 71/305 EEC of 26 July 1971 on coordination of the procedure for placing public works contracts<sup>3</sup>.

Further to this, would the Commission tell us:

1. with regard to a) above:

What stage has now been reached in the action instituted against Italy?

2. with regard to b) above:

Has the study by the Advisory Committee yet led to any results, and if so when does the Commission intend to give the Parliament the first detailed statistics mentioned in the third paragraph of Question No. 226/74?

---

<sup>1</sup> OJ No. C 121 of 11 October 1974, p. 13

<sup>2</sup> OJ No. L 176 of 3 August 1972

<sup>3</sup> OJ No. L 185 of 16 August 1971

Release date for distribution and publication: 18 April 1975